

Spotlight | Pastoralisme

L'insécurité, le changement climatique et les politiques restrictives perturbent la transhumance, menaçant le mode de vie des pasteurs et la stabilité régionale.

Le pastoralisme, qui joue un rôle vital pour plus de 200 millions de personnes mondialement, influence significativement le paysage socio-économique et environnemental de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Cette région abrite plus de 500 millions de têtes de bétail, essentiellement gérées par le pastoralisme.

Ce système ne soutient pas seulement la sécurité alimentaire et nutritionnelle et économique mais intègre aussi les marchés à différents niveaux. Le pastoralisme favorise la diversification alimentaire, soutient une gestion durable des terres et sert de système d'alerte précoce pour les pandémies, d'après la FAO. Cette pratique est cruciale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience environnementale, en particulier grâce à son intégration étroite avec les écosystèmes naturels.

Le pastoralisme joue un rôle central dans l'économie régionale, contribuant entre 5 et 15 pour cent au PIB des pays, et jusqu'à 40 pour cent au PIB agricole dans certains pays sahéliens. Il est aussi une source vitale de revenus, d'emplois, et de sécurité alimentaire et nutritionnelle, représentant plus de 20 pour cent des revenus des ménages pastoraux.

Cependant, l'accroissement de l'insécurité, le changement climatique et les politiques restrictives perturbent sérieusement la transhumance, menaçant ainsi le mode de vie des pasteurs et la stabilité régionale.



État actuel du pastoralisme

Transhumance et concentration des animaux

Le déplacement des animaux transhumants atteint son point le plus septentrional vers août-septembre, en fonction de la disponibilité des ressources en fourrage, en eau et en sécurité. Selon la configuration de la campagne agropastorale, les transhumants ajustent leur migration vers le sud. En cas de déficit de production fourragère,

ils préfèrent se diriger vers des zones plus favorables, se regroupant dans des espaces dédiés appelés zones de transit. Ils y attendent souvent la libération des terres cultivées avant de poursuivre leur trajet vers des zones d'accueil sélectionnées en fonction des conditions de sécurité et de disponibilité des ressources alimentaires.

Selon le Réseau Billital Maroobé (RBM), on observe des tendances contrastées dans la répartition du bétail dans la région : des zones de forte concentration de bétail sont notées au Niger (Tillabéri, Tahoua, Zinder), au Mali (Gao, Ségou), en Mauritanie (Brakna, Guidimakha, Gorgol), et au Tchad (Hadjar Lamis), tandis que des zones de faible concentration se trouvent au Burkina Faso (Centre-Sud, Est, Sahel), au Mali (Gao, Mopti, Ségou), au Sénégal (Tambacounda), au Niger (Diffa, Maradi), et en Mauritanie (Gorgol). Ces concentrations élevées s'expliquent principalement par des problèmes de sécurité, des interdictions, des suspensions ou des contrôles sélectifs aux frontières. Ces facteurs influencent également les zones où le bétail se concentre en quête de sécurité et de ressources.

Production de biomasse fourragère et capacité d'accueil

La production fourragère en 2023 a été notablement inférieure à celle des années précédentes, avec des variations régionales significatives. En Mauritanie, au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, et au Tchad, la production était inférieure à celle de 2022 et à la médiane des cinq dernières années, tandis que dans certaines zones de la façade atlantique et de l'est du Sahel, elle était supérieure.

Les conditions d'abreuvement étaient généralement bonnes, mais la présence de zones inaccessibles a réduit la mobilité des animaux, affectant leur état corporel et la valorisation des ressources fourragères. La capacité d'accueil, exprimée en jours disponibles par Unité de Bétail Tropical (UBT), varie, avec seulement 5 pour cent des surfaces offrant plus de 5 mois d'accueil, reflétant une répartition inégale des ressources en pâturage aggravée par l'insécurité qui pousse la concentration des animaux vers des zones plus sûres.



Photo credit: WFP/Areta/Moussa Garba

Feux de brousse

La saison des feux de brousse a débuté en septembre 2023, affectant significativement les régions pastorales. Un nombre important de foyers a été enregistré, avec une réduction de 13 pour cent par rapport à la moyenne des années précédentes.

Ces feux impactent la disponibilité du pâturage et constituent un risque majeur pour la sécurité des troupeaux et la santé des écosystèmes, nécessitant une coordination accrue entre les autorités locales, les organisations internationales, et les communautés pour renforcer les capacités de gestion des feux et protéger l'environnement.



Défis du pastoralisme

Les conditions actuelles dans les pays du CILSS et de la CEDEAO sont marquées par une insécurité croissante, des conflits et des restrictions aux mouvements de transhumance transfrontalière, ainsi que des risques climatiques. Ces facteurs ont entraîné des changements dans les axes et les zones de concentration du bétail, augmentant les risques de maladies et les tensions sociales autour de l'accès aux ressources en eau et en fourrage.

Insécurité et conflits

Les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel sont confrontés à une hausse des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, largement attribuable à la

défaillance de la gouvernance territoriale et politique en matière de gestion des terres rurales, ainsi qu'à une crise sécuritaire profonde. La concurrence pour l'accès et le contrôle des terres et des ressources naturelles (telles que les pâturages et les points d'eau) est exacerbée par la diminution des ressources due aux changements climatiques, à la pression démographique, aux modifications dans l'utilisation des terres et à l'accès inégal aux ressources. De plus, les inégalités sociales croissantes et la baisse de la confiance entre les communautés ont rendu les mécanismes traditionnels de résolution des conflits peu efficaces dans certaines régions, ce qui a contribué à l'escalade des tensions.

Entre octobre 2023 et mars 2024, différents projets tels que RECOLD, MOPPS et RBM-OIM ont été déployés pour recenser les conflits, dans le but d'analyser les tendances et de comparer les situations des pays pour lesquels des données sont disponibles. Ces conflits se manifestent sous diverses formes : tensions communautaires, attaques terroristes, vols de bétail, conflits fonciers et liés à l'utilisation des ressources naturelles, entre autres.

Restrictions politiques

En 1998, la CEDEAO a adopté une décision visant à réguler la transhumance entre les états membres pour faciliter la libre circulation des personnes et des biens, et par extension, la mobilité du bétail à travers la sous-région. Ce cadre réglementaire était destiné à sécuriser et faciliter les déplacements des éleveurs et de leurs troupeaux. Cependant, malgré ces mesures, certains états côtiers ont adopté des politiques restrictives variées, allant de l'interdiction totale à des systèmes de laissez-passer sélectifs, impactant profondément les pratiques de transhumance et réfléchissant à des stratégies de sédentarisation. Certains ont opté pour une interdiction totale de la transhumance (Bénin), d'autres l'ont suspendue (Togo), tandis que certains ont instauré un système de laissez-passer sélectif (Côte d'Ivoire). D'autres états, pour le moment, n'ont pas pris de décision formelle mais réfléchissent à des stratégies de sédentarisation.

Exemple : Au Bénin, une initiative significative a été prise en interdisant la transhumance et en établissant un Haut Commissariat à la Sédentarisation des Éleveurs (HCSE) directement rattaché à la présidence de la République.

FIG 3.1 Incidents sécuritaires affectant le pastoralisme et la transhumance, 2024

	Tensions communautaires	Attaques terroristes	Vols et enlèvement de bétail	Conflits liés au foncier et à l'utilisation des ressources naturelles	Autres
Burkina Faso	12	8	6	4	16
Mali	5	6	7	7	11
Niger	3	4	18	3	6
Benin	1	-	1	2	-
Côte d'Ivoire	3	-	1	3	4
Guinée	1	-	1	2	2
Togo	2	-	1	2	2

Source: RBN - OIM, 2024

Ce Haut Commissariat supervise actuellement des projets visant à encourager la transition vers des systèmes d'élevage plus durables. Sa mission englobe la modernisation des pratiques d'élevage, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de sédentarisation des éleveurs, ainsi que la promotion du bien-être socio-économique et culturel dans un environnement sécurisé et pacifié. En outre, le HCSE coordonne divers projets et programmes tels que le Programme de Sédentarisation des Ruminants (PSR) pour soutenir ces objectifs. Donner des recommandations sur l'importance de faire des analyses d'impact sur ces programmes, pour mieux comprendre comment ils doivent se concevoir et implémenter a fin d'assurer le bien-être des populations pastorales, y compris leur sécurité alimentaire et nutritionnelles, tout en leur permettant de tenir leur moyens d'existence.

Défis environnementaux et socio-économiques

Les changements climatiques tels que les sécheresses et les inondations exacerbent les tensions autour des ressources limitées comme l'eau et le pâturage, impactant non seulement la santé animale mais aussi la stabilité économique des communautés pastorales. Ces défis environnementaux nécessitent une adaptation continue des pratiques pastorales pour maintenir la viabilité de ce mode de vie traditionnel.

Les termes d'échange étaient généralement défavorables aux producteurs et aux éleveurs, en raison du niveau élevé des prix des céréales et les actions de restriction en cours dans certains pays pour contrôler la commercialisation des produits de rente (interdiction d'exportation ou la nécessité de disposer d'une autorisation spéciale).



Stratégies adaptatives et innovations

Amélioration des programmes de contrôle des maladies animales

Des initiatives régionales telles que le PRAPS2 et le PREDIP, complétées par des efforts nationaux, ont consolidé les programmes de santé animale dans la CEDEAO et au Sahel. Ces programmes, alignés avec

des stratégies régionales, continentales et mondiales, incluent des campagnes de vaccination contre des maladies clés comme la peste des petits ruminants, contribuant à une situation zoonositaire stable qui protège efficacement le bétail de la région.

Rôle des données et des analyses

Il est essentiel de distinguer deux types de données pour le suivi pastoral en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Les données biophysiques, collectées par l'acquisition, le traitement et l'analyse des produits d'observation environnementaux clés (biomasse, eau, feux, etc.). En parallèle, les données socioéconomiques sont recueillies à travers des enquêtes telles que SAP, RBM et APSS, fournissant des informations sur les ménages pastoraux, les flux des animaux, les conflits, etc.

Cependant, il est crucial que les organisations paysannes collaborent étroitement avec les structures techniques des états pour valider ces données. Ces données permettent d'analyser la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les crises pastorales, les tendances des systèmes pastoraux, et d'évaluer l'impact des politiques. La collecte et l'analyse de ces données sont essentielles pour éclairer les décisions, évaluer les impacts et renforcer la résilience des systèmes pastoraux dans la région.

Conclusion

Le pastoralisme dans les régions d'Afrique de l'Ouest et du Sahel est essentiel pour l'économie et la résilience des populations. Face aux défis croissants, il est crucial de développer des stratégies adaptatives et de soutenir ce secteur par des politiques appropriées pour maintenir sa vitalité et sa fonctionnalité dans le contexte régional et mondial. La situation pastorale actuelle nécessite une attention urgente de la part des décideurs politiques et des acteurs du développement pour améliorer la condition corporelle des animaux et la production fourragère, afin de préserver ce secteur essentiel pour l'économie et la résilience des populations de la région.